

# FUTURA

## Mortalité infantile : la France en mauvaise posture !

Podcast écrit et lu par Maële Diallo

En septembre dernier, un rapport du Sénat tirait la sonnette d'alarme sur l'état de la santé périnatale en France. Un des indicateurs les plus alarmants est celui de la mortalité infantile : depuis 2015, son taux est supérieur à celui de la moyenne européenne et ne baisse plus. Comment expliquer ces chiffres en France, où l'espérance de vie est pourtant nettement supérieure à la moyenne de l'UE ?

Bonjour à toutes et à tous, je suis Maële Diallo et cette semaine dans Futura SANTÉ, on vous explique ce qui empêche la France de faire baisser son taux de mortalité infantile.

*[Le thème de Futura News décliné sur un style lofi.]*

Tout d'abord, pour vous donner un ordre d'idée, en France, le taux de mortalité infantile est d'environ 4 décès pour 1 000 enfants de moins d'un an. Chez nos voisins italiens et espagnols, il tourne plutôt autour de 2,5 décès pour mille ; et il est particulièrement faible dans les pays scandinaves : 2 pour 1000 en Finlande, par exemple. Quant à la moyenne de l'Union Européenne, elle se situe à 3,3 décès pour 1 000 enfants. La France fait donc partie des plus mauvais élèves en la matière, et se place 22<sup>ème</sup> au classement.

Le rapport publié par le Sénat en septembre fait une distinction entre deux cas de figure, qui nous aideront à analyser plus précisément les causes de ces chiffres.

Pour commencer, il y a la mortalité des nouveaux-nés présentant un haut risque, comme les grands prématurés, qui constituent 1 % des naissances. Les Sénateurs expliquent qu'en France, ces nouveaux-nés souffrent d'une offre de soins de réanimation néonatale insuffisante et d'une prise en charge moins systématique.

De son côté, l'INSEE a d'autres hypothèses, dont une assez étonnante : les progrès de la médecine pourraient être en partie responsables de ces chiffres qui ne baissent plus ! Je m'explique : par le passé, les grands prématurés avaient très peu de chances de survivre à l'accouchement, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Cette donnée fait que ceux qui naissent vivants, mais ne survivent malheureusement que quelques heures ou jours, sont comptabilisés dans le taux de mortalité néonatale et non périnatale, avant l'accouchement.

Autre facteur, générationnel cette fois, les Français·e·s font des enfants de plus en plus tard, à 31 ans en moyenne en 2023. Mais plus la grossesse est tardive, plus elle est considérée comme étant « à risque », notamment car la probabilité d'accoucher prématurément augmente de 5 à 10 % et ce, dès que l'on dépasse les 35 ans !

Enfin, un point très important : le tabagisme maternel reste très élevé en France : en 2023 il atteignait les 13 %. Rappelons que, tout comme l'alcool, même consommé occasionnellement, le tabac peut avoir de lourdes conséquences sur la grossesse et sur la santé du nouveau-né.

Mais qu'en est-il alors des naissances considérées comme étant « à bas risque » ? C'est le deuxième cas de figure évoqué par le rapport du Sénat. Dans ces cas, les médecins estiment que le décès est souvent évitable et résulte d'une mauvaise prise en charge, de ressources humaines limitées dans les hôpitaux, d'infrastructures inadaptées, etc...

Et la particularité de ces problèmes, c'est qu'ils sont aussi territoriaux. Souvenez-vous, le taux de mortalité infantile en France approche des 4 ‰, mais si on zoome un peu et qu'on analyse chaque région ou département, on remarque des disparités énormes ! Par exemple, en métropole, il est de 3,4 ‰, mais en Martinique et en Guyane, il dépasse les 8 ‰. Dans l'ensemble, tous les territoires ultramarins ont des taux de mortalité infantile au moins deux fois supérieurs à ceux de l'Hexagone. Mais ce n'est pas tout ! Si l'on regarde les départements, les chiffres fluctuent également : en Seine-Saint-Denis par exemple, le taux est de 5,8 ‰. Dans le Lot, il atteint les 6,2 ‰, alors que, dans d'autres départements d'Occitanie, comme l'Hérault, il est en dessous des 3 ‰.

Alors, comment expliquer ces disparités ? Pour ça, quittons les sciences naturelles pour aller faire un tour du côté des sciences sociales. Dans le Lot, de nombreuses communes sont considérées comme des déserts médicaux : il y a six hôpitaux publics dans le département mais tous souffrent d'une pénurie de personnel soignant. Les territoires ultramarins ne sont pas épargnés par ces problèmes : leurs établissements de santé manquent cruellement de gynécologues et de pédiatres et les personnels soignants ne cessent de lutter pour de meilleures conditions de travail.

Par ailleurs, la précarité des populations est aussi un enjeu. Les six départements les plus pauvres de France sont Mayotte, la Guyane, la Réunion, la Guadeloupe, la Seine-Saint-Denis et la Martinique... et tous ont des taux de mortalité infantile supérieurs à la moyenne du pays. À Mayotte, les trois quarts de la population vivent sous le seuil de pauvreté et n'ont accès à l'eau courante qu'un jour sur trois, y compris dans les hôpitaux. En Seine-Saint-Denis, la précarité oblige certaines femmes enceintes à travailler jusqu'à leur terme, souvent dans des secteurs qui demandent un grand effort physique quotidien, ce qui peut perturber la grossesse.

En bref, le taux de mortalité infantile français est assez complexe à expliquer, tant il est multifactoriel. Même avec toutes les données que nous possédons, il reste des zones d'ombres. Certains facteurs qui pourraient jouer ne sont pas analysés sur notre territoire, comme par exemple le facteur ethnique. Aux États-Unis, où ces statistiques sont accessibles, on sait notamment que le taux de mortalité infantile le plus élevé du pays concerne la population afro-américaine. En tous les cas, ce que les données actuelles démontrent, c'est que la science, tout autant que les politiques sociales, devront continuer d'évoluer pour combler la brèche et faire de la France un bon élève européen.

Pour en savoir plus sur les leviers d'action et de lutte contre la mortalité infantile, vous pouvez vous rendre sur le site de l'UNICEF, par exemple, où vous trouverez plusieurs communiqués à ce sujet et un espace pour faire des dons si vous le souhaitez.

C'est tout pour cet épisode de Futura SANTÉ. Si ce podcast vous plaît, pensez à lui laisser une note et un commentaire, et n'hésitez pas à le partager autour de vous. Cette semaine, je vous recommande notre dernier épisode de Science ou Fiction, dans lequel Mélissa Lepoureau explore le lien entre les soutien-gorges et le cancer du sein ! Pour le reste, je vous souhaite une excellente journée ou une très bonne soirée, prenez soin de vous et je vous dis à la prochaine, dans Futura SANTÉ.